

Les subsides

attendait autant de lui. Mais je vais revenir sur ce point dans un instant.

Pour ce qui est des petites entreprises, le député d'en face ne considère évidemment pas que ce sont elles qui créent le plus grand nombre d'emplois. Mais il n'y a pas que le côté emplois; il ne faut pas oublier non plus qu'elles nous appartiennent et que souvent, elles trouvent les applications les plus innovatrices de la haute technologie. Le député considère pourtant que c'est un sacrilège de leur accorder des privilèges fiscaux. Il est contre l'idée de stimulants fiscaux qui encourageraient les petites entreprises à investir leurs capitaux au Canada.

Sur ces trois plans, monsieur le Président, qu'il s'agisse de la recherche et du développement, des investissements ou des stimulants fiscaux à l'intention des petites entreprises, le député n'a jamais pu établir le moins du monde qu'il s'agissait d'aumônes fiscales. Il existe dans son propos une contradiction qu'il n'arrive pas à résoudre: l'importance des bénéfiques dans notre système économique. Les bénéfiques commerciaux et les épargnes personnelles ne sont-ils pas une source de financement propre à relancer l'économie? L'accumulation de capitaux qui ne peut exister sans la notion de bénéfice est essentielle à l'expansion et à la croissance de notre économie. Pourtant, le député en parle comme si c'était de l'argent que les gros bonnets capitalistes fourrent dans leur poche sans qu'on n'en voie la couleur, de l'argent qui ne profite qu'à l'entrepreneur ou à l'homme d'affaires qu'il soupçonne de plus noirs desseins.

La vérité, c'est que notre économie ne pourrait fonctionner sans accumulation de capitaux et la meilleure façon d'en accumuler, c'est par le biais des entreprises. Le député voudrait réduire les impôts des particuliers, et supprimer les stimulants fiscaux qu'il considère comme des mesures fiscales mauvaises; ce faisant, il relèverait forcément les impôts des sociétés. Il ne peut pas se contredire.

● (1150)

Si nous voulons une économie qui ait plus d'investissements, plus de croissance, plus d'emplois, comme tous les députés le désirent je pense, il faut que les sociétés aient la possibilité de réinvestir leurs profits et même, dans certains cas, il faut les inciter à le faire.

Si l'on me permet une digression, le député d'en face a encore une fois cédé à son habitude. Il s'en est pris aux profits bancaires. C'est une de ses marottes, et j'avoue qu'elle me tape un peu sur les nerfs. Le député devrait comprendre que la loi sur les banques et la réglementation de l'inspecteur des banques prévoient pour les profits bancaires un mode de calcul qui est passablement différent de celui qui est pratiqué par les autres entreprises au Canada. Le député devrait savoir que les usages comptables des banques canadiennes sont différents de ceux des autres entreprises, la différence la plus marquante portant sur la façon d'amortir les pertes sur prêts subies par les banques. Les banques étalent ces pertes sur une période bien plus longue que les autres entreprises, et d'ailleurs elles y sont obligées. Cela fait qu'en certaines circonstances, les profits bancaires sont beaucoup plus élevés que ceux des autres entreprises, mais à cause uniquement des différences d'usages comptables et non pas parce que les banques trouveraient le

moyen de réaliser des profits exorbitants sur le dos des pauvres travailleurs.

M. Orlikow: Expliquez-nous pourquoi elles ne payent pas d'impôt.

M. Riis: Pas d'impôt. Rien du tout. Alors qu'elles ont réalisé 300 millions de profits.

M. MacLaren: Nos amis d'en face parlent des sociétés qui ne payent pas d'impôt.

M. Orlikow: Les banques.

M. MacLaren: J'ai parlé de cela l'autre jour. Ce qui se passe en fait, c'est que bon nombre de sociétés accusent une perte une année ou l'autre, tout comme les personnes physiques peuvent subir une perte de revenu une année ou l'autre. Dans notre régime fiscal, au nom de l'équité, il y a un étalement des pertes et des profits sur certaines périodes déterminées.

Comme je l'ai déjà dit, il y a des mesures incitatives pour les entreprises et pour les investissements, sous forme de report d'impôt et de rétro-imputation d'impôt. C'est ainsi qu'il y a également des incitations sous forme de crédits d'impôt divers. La coïncidence du déplacement fiscal de la perte et du crédit d'impôt peut faire en sorte que sur une année donnée, une banque ou une entreprise n'ait pas à payer d'impôt.

Est-ce que le député d'en face veut nous faire croire que chaque année, les sociétés ou les personnes physiques doivent payer exactement ce qu'elles ont gagné ou perdu cette année-là? Que le taux d'imposition doit s'appliquer sans qu'on tienne compte d'une année antérieure ou future? Si c'est cela qu'il demande, le nombre des faillites de sociétés, le nombre des personnes physiques en difficulté augmenteraient énormément. Je ne pense pas que c'est cela qu'il désire.

Je pense que le problème essentiel posé par la motion du député et par son discours, c'est celui auquel se heurte son parti tout entier. Je ne sais pas si le professeur Laxer a encore sa carte de membre du Nouveau parti démocratique, mais il l'a eue pendant plusieurs années. Il a fort bien résumé la difficulté qui se pose pour le député quand il traite des incitations fiscales et des bénéfiques des entreprises.

Dans son intéressant rapport sur la position actuelle du NPD, le professeur Laxer déclare que ce dernier désire laisser la majeure partie de l'entreprise productive entre les mains du secteur privé. En effet, les stimulants fiscaux à l'entreprise, même en échange de garanties de rendement bien précises, ressemblent trop à des cadeaux aux yeux des néo-démocrates. Le professeur Laxer ajoute qu'en pratique le NPD croit que les problèmes économiques sont dus non pas à un manque de productivité mais plutôt à l'insuffisance de la demande des consommateurs. Il croit que le NPD rejette l'idée des stimulants fiscaux mais qu'il ne sait pas encore par quoi les remplacer. Il n'a aucune politique à cet égard. Il n'a aucune suggestion à faire. Le professeur Laxer estime qu'il s'agit surtout de trouver un moyen d'orienter l'épargne des Canadiens vers les secteurs économiques où la croissance risque d'être la plus forte. Pourtant les néo-démocrates ignorent totalement quelle est la meilleure façon d'y parvenir. Ils parlent seulement de redistribuer le revenu sans proposer de solution constructive pour favoriser les investissements.